

## Les ressortissants africains en Tunisie une problématique

### Sud-Sud ou une monnaie d'échange Nord-Sud ?

Le Mardi 21 Février 2023 le président de la République tunisienne Kais Saïd a, dans son discours, déclaré que la question des migrants subsahariens en Tunisie est devenue un fardeau pour l'État et la société ainsi qu'une question de sécurité nationale qui se reflète sur la nature démographique, sociale et culturelle de la société. C'était dans le cadre d'une réunion du Conseil National de Sécurité sous la supervision du chef de l'Etat. Nous soulignons que la question de la présence des Africains subsahariens est devenue une question d'opinion collective partagée par le grand public sur les réseaux sociaux virtuels, d'une manière qui a fait de ces migrants, tout statut confondu, un danger imminent.

Ce discours a été le point de départ d'un double comportement. D'un côté ceux qui ont en profité pour légitimiser leur individualisme et leur mentalité d'exclusion communautaire reflétant, par-là, un problème identitaire récurrent depuis l'arabisation de la région nord-africaine, à savoir : sommes-nous des arabo-musulmans appartenant à la région MENA ou

sommes-nous des africains appartenant au continent mère ? sommes-nous les portes de l'Afrique ou sommes-nous les frontières extérieures de l'Europe ? Cette dichotomie d'appartenance tantôt historico-culturo-religieuse tantôt ethnico-géographique fait ressurgir à chaque fois le débat sociétal en Tunisie en la faisant osciller entre les intérêts individuels du citoyen et les stratégies de l'Etat tunisien.

De l'autre côté, ceux qui ont eu une réaction d'indignation et de solidarité avec ce que ce discours populiste aurait ou a eu pour conséquences sur les subsahariens en Tunisie de manière absolue sans prendre en considération la complexité de la situation que vit la société tunisienne face à toutes les crises qu'elle traverse depuis 2011. Le fait est que chaque évènement en Tunisie représente une occasion d'ouverture d'un débat latent qui fait remonter à la surface les traditions, les mentalités et les pratiques négatives ou positives enracinées dans la société tunisienne. La problématique de la présence des migrants non-réglementaires subsahariens a

représenté l'un de ces débats qui a occupé l'opinion publique aussi bien dans l'espace réel que virtuel. Malgré l'importance des échanges autour de ce sujet, la manière de poser cette question a négligé sa mise en contexte en tant qu'élément dans une problématique globale : par exemple l'accord de l'ALECA signé par l'Etat tunisien et qui a contenu des articles concernant la migration non-règlementaire et la transformation de la Tunisie en un point d'installation des migrants sans que cet aspect de la question n'ait été évoqué par le grand public ce qui a participé à réorienter la direction de la question vers la discussion des détails ponctuels pris hors contexte. Le grand problème du discours présidentiel a été qu'il était orienté vers le Nord ou les pays qui n'ont cessé de faire pression sur la Tunisie afin d'externaliser leurs frontières en faisant de la Tunisie une zone africaine de sécurisation des frontières européennes ; et ce qui s'en est suivi de tentatives d'explications et de rattrapage par les différents membres du gouvernement comme le ministre des affaires étrangères a été orientée vers le Sud en tentant de relativiser ces déclarations populistes ainsi que leurs conséquences. Ce qui revient à traiter la problématique des individus africains subsahariens en séparant les pays de destination et les pays de

départ.

Encore un rendez-vous manqué par les instances tunisiennes de faire de la diplomatie stratégique puisque l'alternative de traiter le dossier des citoyens subsahariens aurait pu être une occasion de repositionnement géopolitique de la Tunisie dans le continent africain en organisant « un sommet des pays de départ » de cette vague de mouvements migratoires à travers la mise en place de mesures communes entre ces pays prenant en considération la fuite de leurs citoyens vers des pays dans lesquels ils ne sont guère les bienvenus voire une monnaie d'échange pour imposer des mesures allant dans l'intérêt des pays du Nord.

Et un rendez-vous manqué pour jouer son rôle d'état fédérateur de changement social en traitant la question de la migration en Tunisie à travers la construction d'un discours réfléchi et modéré qui prend en compte toutes les dimensions et les conséquences politiques, économiques et sociales d'une problématique commune à tout le continent africain.

La question de la présence des subsahariens en Tunisie n'est pas née du moment présent mais leur présence a, plutôt, été enregistrée depuis la période avant la révolution

de 2011 puisque de nombreux citoyens des pays d'Afrique subsaharienne affluent sur notre pays pour étudier dans des universités privées ou pour effectuer des stages et autres. Avec l'avènement de la révolution tunisienne, nous avons enregistré un afflux massif de citoyens africains en provenance des pays voisins ou des pays subsahariens, fuyant les guerres qui se déroulent en Libye ou dans leurs pays d'origine. Les organisations internationales ont financé et accompagné ces migrants tout au long de la décennie de transition démocratique sauf que ces organisations ont suspendu le soutien financier qu'elles apportaient à l'État tunisien et ont exigé que les autorités locales prennent en charge le dossier des migrants non-réglementaires subsahariens en Tunisie (on peut citer ici l'exemple du camp Choucha, gouvernorat de Medenine). Ce dossier a constitué un fardeau financier pour l'État tunisien, que le président de la république a tenté de traduire en une menace démographique, sécuritaire et d'autres questions qui n'expriment pas la vraie problématique, mais sautent plutôt par-dessus la réalité et transcendent la gravité de telles déclarations.

Dans ce contexte, de nombreux pays africains ont exprimé leur mécontentement face au discours

du président Kais Saïd et la réaction de certains citoyens à propos des subsahariens en Tunisie. La photo du ministre des Affaires étrangères avec les ambassadeurs des pays africains en Tunisie ou le discours de remédiation prononcé par le chef de l'Etat, n'ont pu combler le gap créé par le discours offensif initié par Kais Saïd. Certains pays, comme La Côte d'Ivoire, se sont empressés d'appeler leur communauté à quitter la Tunisie et ont enregistré le harcèlement de certaines communautés tunisiennes et de la diasporas tunisiennes dans ces pays.

L'acteur politique en Tunisie, et nous entendons par là le chef de l'Etat, a oublié la dangerosité des déclarations officielles qu'il a fait au hasard sans tenir compte des enjeux du moment politique ainsi que des relations de l'Etat tunisien avec les entités et organisations régionales. Les répercussions de ces déclarations sur l'intérêt diplomatique, politique et économique de l'État ne peuvent être isolées, car la Tunisie a historiquement essayé de préserver ses intérêts vitaux avec l'ensemble du continent africain, ce continent qui fournit au monde un quart de la production de pétrole, gaz, or, uranium, etc., et qui est le théâtre de la concurrence des grandes

puissances autour de ses ressources souterraines : de Djibouti à l'Est, aux pays du Sahel et du Sahara au milieu, jusqu'au fond du continent, où existent les sources de matériaux les plus rares et convoités du monde. Les grandes puissances ne cessent de chercher à assurer leur position dans les pays du continent africain, comme la Chine et les États-Unis d'Amérique (le sommet américano-africain) sans oublier les pays arabes comme les Émirats Arabes Unis et le Royaume du Maroc qui ont réussi à assurer des points de concentration dans certains pays dudit continent, ce qui leur garantirait d'importants rendements financiers à long et moyen terme.

Le discours du président de la république a négligé ce que signifient de telles déclarations impromptues sur le plan financier et économique, car il est possible que de telles déclarations annulent les dossiers d'appui fournis par la Banque Africaine de Développement à l'État tunisien, ou que certains pays renoncent à des projets qui sont en train d'être achevés par des institutions nationales en Afrique, comme les projets de la Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz, ainsi qu'un certain nombre de projets du secteur privé qui souffrent d'une concurrence intense en Afrique.

Il est fortement recommandé aux organisations de la société civile de rapidement redresser la situation diplomatique en activant leur réseautage avec leurs homologues des pays subsahariens. Les acteurs politiques en Tunisie sont également censés travailler à mettre en place une alternative pratique au discours d'exclusion en valorisant les subsahariens présents en Tunisie en tant que main-d'œuvre active dans des secteurs précaires. Peut-être que les récentes mesures approuvées par le chef de l'État, notamment celles liées à l'octroi de cartes de séjour aux citoyens africains des pays subsahariens et à l'exemption des étudiants des amendes de retard du renouvellement de la résidence, peuvent contribuer, de manière partielle et non totale, à tourner la page d'un différend qui aurait pu ravager la diplomatie tuniso-africaine, vieille de plus d'un demi-siècle.